20.09.2022 - 09h57

La gauche et le GSsA retirent l'initiative "Stop F-35"

Avions de combat Keystone-ATS

La population ne revotera pas sur l'achat des avions de combat F-35. Le comité à l'origine de l'initiative "Stop-F-35" a décidé de retirer son texte après la signature du contrat d'acquisition de 36 avions de combat lundi.

"La Coalition contre le F-35 a décidé, après de longues et intenses réflexions et discussions, de retirer l'initiative "Stop F-35". C'est une décision douloureuse, prise à contrecœur", ont indiqué les initiants mardi dans un communiqué.

Cette annonce fait suite à la signature lundi par la Suisse du contrat d'acquisition de 36 avions de combat de type F-35A. "On a toujours dit que lorsque les contrats seraient signés, on discuterait de savoir si on maintenait ou non l'initiative et on a clairement décidé qu'il n'y avait plus d'objet à l'initiative", a commenté le conseiller national Fabien Fivaz (Verts/NE), membre du comité, mardi matin sur la Première.

"Finalement, soumettre une initiative vidée de son sens à la population, c'est dévoyer les droits politiques, ce que nous ne voulons pas faire", a-t-il ajouté tout en pointant la responsabilité de la ministre de la défense Viola Amherd. Celle-ci a "encore dit mardi passé qu'elle aurait pu négocier avec les Américains pour prolonger la durée des contrats et attendre un vote populaire. Elle n'a pas voulu le faire".

"Farce démocratique"

Cette signature à une date "symboliquement précoce montre une fois de plus le peu de valeur que Viola Amherd accorde à la démocratie directe", a encore relevé le comité. La signature du contrat d'achat du F-35 met un point d'orgue à un "processus antidémocratique" et enterre "définitivement la démocratie directe", a ajouté la coalition. A ses yeux, un vote après la signature du contrat ne serait rien d'autre qu'une "farce démocratique".

Les initiants soulignent qu'ils restent convaincus que le F-35 est "un mauvais achat et un risque de plusieurs milliards pour la Suisse". Ils continueront à suivre de près le processus d'acquisition.

Le texte, porté par une coalition de gauche emmenée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), avait formellement abouti le mois dernier. Quelques semaines plus tard, le Parlement donnait son feu vert à l'achat des jets américains. Pour la gauche, il s'agit d'un contournement des droits populaires.

Le conseiller aux Etats Werner Salzmann (UDC/BE) s'est au contraire réjoui sur les ondes de la radio alémanique SRF que la voie soit désormais libre pour l'acquisition des avions de combat.

ATS